

enfants apatrides nés en Suisse, mais n'ayant pas atteint l'âge limite pour le dépôt de la demande de naturalisation.

2. Délibérations au sein du Parlement

Sur demande de la commission chargée de l'examen préalable, du 10 juin 1993, le Conseil national a décidé, en date du 8 octobre 1993, par 88 voix contre 41, de donner suite à l'initiative. Le Bureau a donc chargé la Commission des institutions politiques d'élaborer un projet allant dans le sens de l'initiative. Dans un premier temps, la commission entrevoyait de concrétiser l'objectif de l'initiative dans le cadre du projet visant à faciliter la naturalisation de jeunes étrangers ayant grandi en Suisse (92.079). Ce projet de modification n'ayant pas obtenu la majorité des cantons lors de la votation populaire du 12 juin 1994, la commission a procédé à une nouvelle analyse de la situation. Le Département fédéral de justice et police lui avait soumis un rapport (du 21 mars 1995), dans lequel il stipulait que l'initiative ne pouvait aboutir que par une modification de la constitution. En vue du projet de réforme de la constitution, la commission s'est prononcée contre la présentation d'un projet séparé, mais pour la prise en compte des objectifs de cette initiative dans le cadre de la révision totale de la constitution. Conformément à l'article 21quater alinéa 5 LREC, elle a donc proposé à son Conseil de proroger le délai imparti pour traiter l'initiative, proposition que le Conseil national a adoptée le 18 décembre 1995.

3. Délibérations au sein de la Commission de la révision constitutionnelle

Le 2 juin 1997, le Bureau a décidé d'attribuer l'initiative à la Commission de la révision constitutionnelle. Réunie le 15 septembre 1997, la commission a décidé, par 17 voix contre 15, de proposer à son Conseil de compléter, par un alinéa 3, l'article 46 (acquisition et perte de la nationalité et des droits de cité) du projet de réforme de la constitution, selon lequel la Confédération facilite la naturalisation des enfants apatrides. La commission estime que la révision totale de la constitution constitue une opportunité à saisir afin de concrétiser les objectifs de l'initiative Zisyadis qui ne concerne qu'un petit groupe de personnes. Les adversaires, relativement nombreux, ont en grande partie émis des réserves non pas sur les objectifs en tant que tels de l'initiative, mais davantage sur le caractère novateur de dispositions de droit politique dans le cadre d'une «mise à jour» de la constitution.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, die Initiative als erfüllt abzuschreiben.

Proposition de la commission

La commission propose de classer l'initiative en considérant qu'elle est réalisée.

Angenommen – Adopté

Sammeltitel – Titre collectif

Schweizerische Strafprozessordnung Code suisse de procédure pénale

95.301

Standesinitiative Basel-Stadt Schaffung einer schweizerischen Strafprozessordnung Initiative du canton de Bâle-Ville Création d'un code suisse de procédure pénale

Abschreibung – Classement

Siehe Jahrgang 1996, Seite 2374 – Voir année 1996, page 2374

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

95.302

Standesinitiative Solothurn Schaffung einer schweizerischen Strafprozessordnung Initiative du canton de Soleure Création d'un code suisse de procédure pénale

Abschreibung – Classement

Siehe Jahrgang 1996, Seite 2374 – Voir année 1996, page 2374

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

95.304

Standesinitiative St. Gallen Schaffung einer schweizerischen Strafprozessordnung Initiative du canton de Saint-Gall Création d'un code suisse de procédure pénale

Abschreibung – Classement

Siehe Jahrgang 1996, Seite 2375 – Voir année 1996, page 2375

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

95.305

**Standesinitiative Basel-Landschaft
Schaffung einer schweizerischen
Strafprozessordnung****Initiative du canton de Bâle-Campagne
Création d'un code suisse
de procédure pénale***Abschreibung – Classement*

Siehe Jahrgang 1996, Seite 2375 – Voir année 1996, page 2375

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998
Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

95.307

**Standesinitiative Aargau
Schaffung einer schweizerischen
Strafprozessordnung****Initiative du canton d'Argovie
Création d'un code suisse
de procédure pénale***Abschreibung – Classement*

Siehe Jahrgang 1996, Seite 2375 – Voir année 1996, page 2375

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998
Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

96.300

**Standesinitiative Thurgau
Schaffung einer schweizerischen
Strafprozessordnung****Initiative du canton de Thurgovie
Création d'un code suisse
de procédure pénale***Abschreibung – Classement*

Siehe Jahrgang 1996, Seite 2375 – Voir année 1996, page 2375

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998
Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

96.315

**Standesinitiative Glarus
Schaffung einer schweizerischen
Strafprozessordnung****Initiative du canton de Glaris
Création d'un code suisse
de procédure pénale**

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1998

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1998

Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Wortlaut der Initiative vom 3. Oktober 1996

Gestützt auf Artikel 93 Absatz 2 der Bundesverfassung schlägt der Kanton Glarus der Bundesversammlung vor, es sei durch eine Änderung der Bundesverfassung dem Bund die Befugnis zur Gesetzgebung im Gebiete der Strafprozessordnung zu erteilen und eine einheitliche schweizerische Strafprozessordnung zu schaffen.

Texte de l'initiative du 3 octobre 1996

S'appuyant sur l'article 93 alinéa 2 de la Constitution fédérale, le canton de Glaris propose à l'Assemblée fédérale d'inscrire dans la Constitution fédérale une disposition visant à donner à la Confédération la compétence d'édicter une loi en matière de procédure pénale et de créer un code suisse de procédure pénale harmonisé.

Deiss Joseph (C, FR) unterbreitet im Namen der Verfassungskommission (VK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Die Standesinitiativen Basel-Stadt (95.301), Solothurn (95.302), St. Gallen (95.304), Basel-Landschaft (95.305), Aargau (95.307) und Thurgau (96.300) wurden von der Kommission für Rechtsfragen gemäss Artikel 21octies des Geschäftsverkehrsgesetzes vorgeprüft. Der Ständerat hat ihnen am 21. März 1996, der Nationalrat am 13. Dezember 1996 Folge gegeben. Das Büro hat sie der Verfassungskommission zur Ausarbeitung eines Entwurfes zugewiesen. Die Standesinitiative Glarus (96.315) wurde der Verfassungskommission zur Vorprüfung zugewiesen.

Die Standesinitiativen verlangen die Schaffung einer schweizerischen Strafprozessordnung.

Erwägungen der Kommission

Der Bundesrat schlägt im Rahmen der Verfassungsrevision in der Vorlage C (Justizreform) die Vereinheitlichung des Zivil- und Strafprozessrechtes vor (Art. 113 und 114). Die Kommission hat diesem Vorschlag am 31. Oktober 1997 zugestimmt. Damit ist das Anliegen der oben erwähnten Standesinitiativen Basel-Stadt (95.301), Solothurn (95.302), St. Gallen (95.304), Basel-Landschaft (95.305), Aargau (95.307), Thurgau (96.300) erfüllt. Die Standesinitiativen, die der Kommission zur Ausarbeitung eines Entwurfes zugewiesen wurden (zweite Phase), können abgeschrieben werden.

Die Standesinitiative des Kantons Glarus (96.315) wurde der Verfassungskommission zur Vorprüfung zugewiesen. Im Rahmen der Vorprüfung kann einer Initiative entweder Folge oder keine Folge gegeben werden; das Folgegeben ist hier die formelle Voraussetzung dafür, dass die Initiative wie die anderen gleichlautenden Initiativen als erfüllt abgeschrieben werden kann.

Deiss Joseph (C, FR) présente au nom de la Commission de la révision constitutionnelle (CRC) le rapport écrit suivant:

Conformément à l'article 21octies de la loi sur les rapports entre les Conseils, la Commission des affaires juridiques a procédé à l'examen préalable des initiatives des cantons de Bâle-Ville (95.301), de Soleure (95.302), de Saint-Gall

(95.304), de Bâle-Campagne (95.305), d'Argovie (95.307) et de Thurgovie (96.300). Le 21 mars 1996, le Conseil des Etats a décidé de donner suite à ces initiatives. Le 13 décembre 1996, le Conseil national faisait de même. Il a donc transmis ces initiatives à la Commission de la révision constitutionnelle, chargée de préparer un projet. L'initiative du canton de Glaris (96.315) a été soumise à la Commission de la révision constitutionnelle pour qu'elle procède à son examen préliminaire.

Toutes ces initiatives déposées par des cantons visent à la création d'un code suisse de procédure pénale.

Considérations de la commission

Dans le cadre du projet C (réforme de la justice) de la révision de la constitution, le Conseil fédéral propose l'unification de la procédure en matières civile et pénale (art. 113 et 114). La commission a approuvé cette proposition le 31 octobre 1997. L'objectif visé par les initiatives susmentionnées des cantons de Bâle-Ville (95.301), de Soleure (95.302), de Saint-Gall (95.304), de Bâle-Campagne (95.305), d'Argovie (95.307), et de Thurgovie (96.300) est ainsi réalisé. Ces initiatives, qui ont été transmises à la commission pour qu'elle élabore un projet (deuxième étape), peuvent donc être classées.

L'initiative du canton de Glaris (96.315) a été transmise à la commission pour que cette dernière procède à son examen préalable. Dans le cadre de cette procédure, il peut être décidé soit de donner suite à une initiative, soit de ne pas y donner suite. En l'espèce, et d'un point de vue formel, il convient de donner suite à l'initiative du canton de Glaris, afin qu'elle puisse être considérée comme réalisée et classée, à l'instar des autres initiatives de cantons de même teneur.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt:

1. die Initiativen der Kantone Basel-Stadt (95.301), Solothurn (95.302), St. Gallen (95.304), Basel-Landschaft (95.305), Aargau (95.307) und Thurgau (96.300) als erfüllt abzusprechen;
2. der Initiative des Kantons Glarus (96.315) Folge zu geben und sie als erfüllt abzusprechen.

Proposition de la commission

La commission propose:

1. de considérer que les initiatives des cantons de Bâle-Ville (95.301), de Soleure (95.302), de Saint-Gall (95.304), de Bâle-Campagne (95.305), d'Argovie (95.307) et de Thurgovie (96.300) sont réalisées, et de les classer;
2. de donner suite à l'initiative du canton de Glaris (96.315) et de la classer en considérant qu'elle est réalisée.

Angenommen – Adopté

97.418

Parlamentarische Initiative (Chiffelle) Referendumsrecht bei Rüstungsausgaben Initiative parlementaire (Chiffelle) Droit de référendum en matière de dépenses d'armement

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Wortlaut der Initiative vom 28. April 1997

Ich reiche die folgende parlamentarische Initiative ein:
Die Bundesverfassung soll in der folgenden Weise ergänzt werden: Bundesgesetze, allgemeinverbindliche Bundesbe-

schlüsse und einfache Bundesbeschlüsse, die Verpflichtungskredite des Eidgenössischen Militärdepartementes betreffend die Beschaffung von Kriegsmaterial, Bauten und Landerwerb sowie Forschungs- und Entwicklungsprogramme von über 200 Millionen Franken beinhalten, sind dem Volk zur Annahme oder Verwerfung vorzulegen, wenn es von 50 000 stimmberechtigten Schweizer Bürgern oder von 8 Kantonen verlangt wird.

Texte de l'initiative du 28 avril 1997

Je dépose l'initiative parlementaire suivante:

La Constitution fédérale doit être complétée de manière à ce que des lois fédérales, arrêtés fédéraux de portée générale et arrêtés fédéraux simples qui prévoient des crédits d'engagement du Département militaire fédéral concernant l'acquisition de matériel de guerre, des constructions et l'achat de terrains ainsi que des programmes de recherche, de développement et d'essai d'un montant supérieur à 200 millions de francs soient soumis à l'adoption ou au rejet du peuple lorsque la demande en est faite par 50 000 citoyens actifs ou par 8 cantons.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Hess Otto (V, TG) unterbreitet im Namen der Sicherheitspolitischen Kommission (SiK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Die Sicherheitspolitische Kommission (SiK) hat, gestützt auf Artikel 21ter GVG, an ihrer Sitzung vom 20. Oktober 1997 die von Nationalrat Chiffelle am 28. April 1997 eingereichte Initiative geprüft.

Die Initiative verlangt, die Bundesverfassung so zu ergänzen, dass Rüstungsausgaben, die den Betrag von 200 Millionen Franken übersteigen, dem fakultativen Referendum unterstellt werden.

Ausgangslage

Die Einführung des Referendums für Rüstungsausgaben kam schon mehrmals zur Sprache:

– Dieses Thema stand bereits Mitte der fünfziger Jahre, als verschiedene Volksinitiativen die Einführung eines Finanzreferendums verlangten, im Mittelpunkt der Diskussionen.

– Mitte der siebziger Jahre wurde die Frage erneut aufgeworfen. Im März 1977 reichte die sozialdemokratische Fraktion ein Postulat ein, mit welchem der Bundesrat ersucht wurde zu prüfen, ob es zweckmässig wäre, Rüstungsprogramme als referendumpflichtig zu erklären. Der Bundesrat und die Bundesversammlung lehnten diesen Vorschlag ab.

– In einer Volksinitiative vom 19. Mai 1983 wurde verlangt, dass Rüstungsausgaben der Volksabstimmung zu unterbreiten sind, wenn 50 000 Stimmbürger oder 8 Kantone das Referendum ergreifen. Die eidgenössischen Räte empfahlen, die Initiative zu verwerfen (mit 96 zu 30 Stimmen im Nationalrat und mit 37 zu 2 Stimmen im Ständerat). In der Volksabstimmung vom 5. April 1987 wurde diese Initiative von 59 Prozent der Stimmberechtigten und von 18 Kantonen und 5 Halbkantonen abgelehnt.

– Zwischen 1988 und 1993 verwarf der Nationalrat die parlamentarischen Initiativen «Allgemeines Finanzreferendum» (86.236, Günter), «Verwaltungsreferendum für Grossbauvorhaben» (88.226, Meier-Glatfelden) und «Einführung des Verwaltungsreferendums» (92.431, Rechsteiner).

– Am 12. Juni 1992 verwarf der Nationalrat anlässlich der Beratung über das Rüstungsprogramm 1992 mit 118 zu 70 Stimmen einen Antrag der LdU/EVP-Fraktion, wonach der Beschluss der Abstimmung von Volk und Ständen hätte unterstellt werden sollen.

Der Entwurf zur neuen Bundesverfassung, der zurzeit in der Bundesversammlung beraten wird, sieht die Einführung eines fakultativen Verwaltungs- und Finanzreferendums (Art. 131a) vor. Der Bundesrat sieht in seinem Entwurf vom 20. November 1996 vor, dass die Referendums Klausel von der einfachen Mehrheit der Mitglieder jedes Rates beschlossen werden kann. In diesem Falle könnte auf Verlangen von